

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
ZAC de Bourran
9 rue de Bruxelles
12000 Rodez

Rodez, le 21/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAS DU PARC EOLIEN DE PUECH NEGRE

100 esplanade du Général de Gaulle
Coeur Défense - tour B
92400 Courbevoie

Références : 12-CRARC-2025-50
Code AIOT : 0006809666

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/03/2025 dans l'établissement SAS DU PARC EOLIEN DE PUECH NEGRE implanté Puech Nègre 12410 Salles-Curan. L'inspection a été annoncée le 10/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection porte essentiellement sur le respect des contrôles réglementaires relatifs aux opérations de maintenance.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS DU PARC EOLIEN DE PUECH NEGRE
- Puech Nègre 12410 Salles-Curan

- Code AIOT : 0006809666
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien de Puech Negre est l'un des 4 parcs qui constituent le parc éolien de Salles-Curan (total de 29 éoliennes).

Il est composé de 3 éoliennes (désignées E12, E13 et E14, modèle VESTAS V90) d'une puissance unitaire de 3 MW pour une puissance totale installée de 9 MW.

Ce parc a été mise en service en octobre 2008 et est exploité par EDF.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
17	Biodiversité - Avifaune	AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.2.3	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	Sans objet
2	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
3	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet
4	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	Sans objet
5	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	Sans objet
6	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I	Sans objet
7	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-II	Sans objet
8	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III	Sans objet
9	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-IV	Sans objet
10	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	Sans objet
11	Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
12	Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet
13	Biodiversité - Chiroptères	AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.1.1	Sans objet
14	Biodiversité - Chiroptères	AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.1.2	Sans objet
15	Biodiversité - Chiroptères	AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.1.4	Sans objet
16	Biodiversité - Chiroptères	AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.1.5	Sans objet
18	Biodiversité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune non-conformité majeure n'a été relevée lors de l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Accès au site
Prescription contrôlée : Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.
Constats : L'inspection constate que le site dispose d'une voie d'accès carrossable. Les accès et les abords du site sont bien entretenus.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Accès aux aérogénérateurs
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.

Constats :
L'inspection constate que les accès à l'intérieur de l'éolienne visitée E13 (SAPN 13) et au poste de livraison sont fermés à clef.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
Thème(s) : Autre, Propreté
Prescription contrôlée :
L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
Constats :
L'inspection constate que l'intérieur du pied de l'éolienne visitée (SAPN 13) est propre et qu'aucun matériau combustible ou inflammable n'y est entreposé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Tests mise à l'arrêt
Prescription contrôlée :
(...) Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19 (...).
Constats :
EDF, qui assure la maintenance du parc, réalise les tests de mise à l'arrêt au moins une fois par an. Par sondage, l'exploitant a transmis le dernier rapport de maintenance préventive pour l'éolienne E12. L'inspection constate que les tests de mise à l'arrêt (boutons d'arrêt d'urgence, arrêt en régime de survitesse...) ont été réalisés les 10 et 11 juin 2024 et ne font état d'aucun défaut. L'exploitant dispose d'un registre de maintenance numérique permettant de recenser et d'assurer le suivi des contrôles.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17

Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques
Prescription contrôlée : (...) <p>Les installations électriques intérieures et les postes de livraison sont maintenus en bon état et sont contrôlés par un organisme compétent à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19.</p>
Constats : <p>Les installations électriques des éoliennes et du poste de livraison sont contrôlées annuellement par la société SOCOTEC.</p> <p>Les derniers contrôles des éoliennes E12, E13 et E14 ont été réalisés les 15/04/2024 et 22/04/2024 et ne font état que de quelques défauts mineurs.</p> <p>La dernière vérification du poste de livraison a été réalisée le 29/04/2024 et ne fait état d'aucune observation.</p> <p>L'exploitant, via une plateforme commune avec SOCOTEC, assure le suivi des observations et met en place les actions correctives nécessaires. Ces contrôles sont recensés dans le logiciel de gestion de l'exploitant.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des brides
Prescription contrôlée : <p>Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans (...).</p>
Constats : <p>Par sondage, l'exploitant a transmis le dernier rapport de maintenance préventive pour l'éolienne E12.</p> <p>L'inspection constate que le dernier contrôle des brides et fixations (inspection visuelle des boulons et de la tour, contrôle des vis de fixation, goujons, etc.) a été réalisé par EDF les 10 et 11 juin 2024. Aucun défaut n'a été relevé.</p> <p>Tous ces contrôles, d'une périodicité d'un an, sont recensés dans le registre numérique de l'exploitant.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-II
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel
Prescription contrôlée : (...) Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté (...).
Constats : Un contrôle visuel des pales (et des éléments associés) de chaque éolienne est réalisé par la société SINGULAIR tous les 6 mois, à l'aide d'un drone. Par sondage, l'exploitant a transmis le dernier rapport de contrôle de l'éolienne E12 en date du 02/10/2024. Les défauts relevés sont classés en différentes catégories selon leur gravité. Le rapport ne fait état d'aucun défaut classé en catégorie 4 (sérieux) ou 5 (critique). EDF met en place les actions correctives, le cas échéant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III
Thème(s) : Risques accidentels, SIS
Prescription contrôlée : (...) L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse. L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps. Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement (...).
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection un tableau du constructeur VESTAS indiquant la liste des systèmes instrumentés de sécurité (détecteur de survitesse, détecteur de fumée, etc.), leur fonctionnalité, leur fréquence de contrôle et les opérations de maintenance associées. Ces derniers sont contrôlés a minima une fois par an lors des maintenances effectuées par EDF (dernier contrôle réalisé les 10 et 11/06/2024 pour E12). EDF assure un suivi de ces contrôles et met en place les actions correctives, le cas échéant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-IV
Thème(s) : Risques accidentels, Registre de maintenance
Prescription contrôlée : (...) La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.
Constats : L'exploitant tient à jour un registre de maintenance numérique qui recense, entre autres, les équipements de sécurité et les résultats des contrôles.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet (...).
Constats : Les déchets sont stockés dans un container spécifique ('Eolbox mini' située à proximité de E14), fermé à clé et équipé de dispositifs de rétention. L'analyse par sondage des BSDD (bordereaux de suivi des déchets dangereux, via la plateforme dédiée Trackdéchets) montre que ces derniers sont correctement renseignés et que les déchets dangereux transitent vers un site dûment autorisé à les prendre en charge (société ORTEC INDUSTRIE à Fos-sur-Mer).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22
Thème(s) : Autre, Consignes de sécurité
Prescription contrôlée : Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent : <ul style="list-style-type: none">• les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ;• les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ;

<ul style="list-style-type: none"> • les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; • les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ; • le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention). <p>Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en oeuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les consignes de sécurité sont visibles au niveau de l'éolienne visitée (E13) et du poste de livraison, indiquant notamment les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité, les numéros de téléphone d'urgence, les précautions à prendre, etc.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Risques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des extincteurs</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate la présence d'un extincteur au pied de l'éolienne visitée (E13). Ce dernier est contrôlé annuellement par la société Desautel (dernière vérification en novembre 2024).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Biodiversité - Chiroptères

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.1.1</p>
<p>Thème(s) : Autre, Réduction des facteurs d'attractivité des chiroptères</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pendant l'exploitation du parc éolien, tous les facteurs connus identifiés ci après susceptibles d'attirer les chiroptères sur le site et vers les éoliennes sont éliminés.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Toutes les éoliennes, et en particulier les nacelles, sont conçues, construites et entretenues de manière à ne pas encourager les chauves-souris à s'y installer. Tous les

<p>vides et interstices sont rendus inaccessibles aux chiroptères dans la limite des contraintes techniques. Les éoliennes et leurs abords sont gérés et entretenus de façon à ne pas attirer les insectes c'est-à-dire à réduire le plus possible la concentration des insectes à proximité des mâts.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Il n'y a pas d'éclairage sauf s'il est obligatoire pour des raisons de sécurité et cet éclairage ne doit pas attirer les insectes et se déclencher automatiquement lors de passage d'un chiroptère ou d'un oiseau. • L'accumulation d'eau à proximité et l'apparition de nouveaux arbrisseaux à proximité ou sous la zone de rotation des pales sont à éviter.
<p>Constats :</p> <p>Les abords immédiats de l'éolienne visitée (E13) sont bien entretenus et sans éclairage. L'exploitant met en œuvre l'ensemble de mesures de réduction des facteurs d'attractivité des chiroptères.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 14 : Biodiversité - Chiroptères

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.1.2</p>
<p>Thème(s) : Autre, Plan de bridage chiroptères</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un plan de bridage qui consiste à arrêter la rotation des pales (mise en drapeau) de toutes les éoliennes du parc selon certains paramètres est mis en œuvre. Lorsque les éoliennes sont à l'arrêt (mises en drapeau), la nacelle comme les pales sont mises dans une position qui les maintiennent à l'arrêt dans toutes les conditions de vent.</p> <p>Ce bridage doit être opérationnel entre le 1^{er} mai et le 31 octobre, chaque nuit entre le coucher du soleil et le lever du soleil et s'effectuer lorsque :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la température est supérieure ou égale à 10° C ; • et la vitesse de vent est inférieure ou égale à 5 m/s. <p>La vitesse du vent et la température sont mesurées à hauteur de nacelle.</p> <p>Le plan de bridage est opérationnel dans un délai de 3 mois à compter de la signature du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan de bridage est opérationnel depuis juin 2021 et n'a pas nécessité de modification depuis, notamment après le suivi environnemental de 2022.</p> <p>Par sondage des données SCADA, l'inspection constate le bon fonctionnement du système avec arrêt effectif des éoliennes lorsque toutes les conditions sont réunies (période d'activation, heure, vitesse de vent, température).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 15 : Biodiversité - Chiroptères

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.1.4</p>
--

Thème(s) : Autre, Suivi environnemental
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un suivi environnemental est réalisé dans la première année de mise en œuvre du plan de bridage. Ce suivi environnemental est réalisé selon les modalités définies dans le protocole national visé à l'article 12 de l'arrêté du 26 août 2011 (protocole de suivi environnemental des parcs éoliens terrestres dans sa version de mars 2018 ou version ultérieure).</p> <p>Ce suivi environnemental est communiqué à l'inspecteur de la DREAL au plus tard dans les 6 mois après la dernière campagne de prospection sur le terrain réalisée dans le cadre de ce suivi.</p> <p>Dans le cas où le suivi environnemental conduirait l'exploitant à envisager des modifications du plan de bridage, l'envoi du suivi environnemental à l'inspecteur de la DREAL est complété par un porter à connaissance.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un suivi environnemental (suivi de la mortalité des oiseaux et des chauves-souris avec 63 passages sur toute l'année, suivi de l'activité des chauves-souris et suivi comportemental de l'avifaune) a été réalisé par le bureau d'études EXEN en 2022.</p> <p>Aucune mortalité brute de chiroptères n'a été constatée lors de ce suivi. Le taux de mortalité réelle a été estimée entre 0,42 et 0,52 mortalité/éolienne/an. Soit un impact très faible du parc vis à vis des chauves-souris.</p> <p>Au vu de ces résultats, l'exploitant et EXEN ont proposé de ne pas modifier le plan de bridage.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Biodiversité - Chiroptères

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.1.5
Thème(s) : Autre, Données SCADA
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le contrôle est fait à partir des données issues du système de contrôle et d'acquisition de données en temps réel (SCADA) .</p> <p>Ces données sont traitées par l'exploitant pour que l'inspection dispose pour chaque mât du parc éolien des courbes de fonctionnement et d'arrêt machine en continu avec un pas de temps de 10 minutes, en fonction de la température, de la vitesse du vent et de la vitesse du rotor (en RPM).</p> <p>Les données brutes et les données traitées sont stockées par l'exploitant pendant une durée minimale de deux ans.</p> <p>Les données brutes et les données traitées sont transmises à l'inspection sur simple demande avec le registre de défaillance et de maintenance.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis une extraction des données SCADA pour l'éolienne E12, sur la période d'activation allant du 01/05/2024 au 31/10/2024.</p> <p>Les différents paramètres (température, vitesse de vent, vitesse du rotor) sont disponibles avec un pas de temps de 10 min.</p> <p>L'inspection constate, par sondage, que le bridage a correctement fonctionné lorsque toutes les conditions sont réunies.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Biodiversité - Avifaune

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.2.3
Thème(s) : Autre, Suivi environnemental
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de 12 mois, l'exploitant met en place un suivi de la mortalité visant l'avifaune. En parallèle, il réalise un suivi de l'activité de l'avifaune, ciblé sur les espèces cibles visées au point 2.2.2.</p> <p>Ce suivi environnemental est réalisé selon les modalités définies dans le protocole national visé à l'article 12 de l'arrêté du 26 août 2011 (protocole de suivi environnemental des parcs éoliens terrestres dans sa version de mars 2018 ou version ultérieure).</p> <p>Ce suivi environnemental est communiqué à l'inspecteur de la DREAL au plus tard dans les 6 mois après la dernière campagne de prospection sur le terrain réalisée dans le cadre de ce suivi.</p> <p>Dans le cas où le suivi environnemental conduirait l'exploitant à envisager la mise en œuvre ou la modification de mesures correctrices visant la protection de l'avifaune, l'envoi du suivi environnemental à la DREAL est complété par un porter à connaissance.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un suivi environnemental (suivi de la mortalité des oiseaux et des chauves-souris avec 63 passages sur toute l'année, suivi de l'activité des chauves-souris et suivi comportemental de l'avifaune) a été réalisé par le bureau d'études EXEN en 2022.</p> <p>Le parc de Puech Nègre n'est à l'origine que d'un seul cas de mortalité brute avifaune en 2022.</p> <p>Cependant, en raison de plusieurs mortalités de rapaces constatées à l'échelle du parc de Salles-Curan (29 éoliennes), les experts naturalistes recommandent de mettre en place une mesure de régulation des éoliennes pendant les travaux agricoles afin de réduire au maximum les risques de collision pour les rapaces.</p> <p>L'exploitant indique que cette mesure est en cours de préparation et sera effective durant l'été 2025. Toutefois, aucun porter à connaissance n'a encore été communiqué à l'inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra un porter à connaissance portant sur la mise en œuvre du bridage des éoliennes pendant les travaux agricoles.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 18 : Biodiversité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Autre, DEPOBIO
Prescription contrôlée :

(...) Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3 (...).

Constats :

L'inspection constate, certificat de dépôt à l'appui, que l'exploitant a déposé les données brutes des différents suivis dans l'outil Depobio.

Type de suites proposées : Sans suite